

Zeitschrift:	Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber:	Le messager suisse
Band:	31 (1985)
Heft:	4
Rubrik:	Chronique fédérale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chronique fédérale

par Martine Lamunière



Alors que le débat commence à peine en France où — croit-on — le mal ne touche encore que les Vosges, il ne se passe plus de semaine en Suisse sans que les journaux en parlent : la « mort des forêts » est sans conteste, et comme en Allemagne, le sujet numéro un de l'actualité helvétique. Et la cause de tensions de plus en plus fréquentes entre les Alémaniques, qui sont assez nombreux pour faire voter des mesures sévères, et les Romands qui, s'ils ne nient plus l'existence du mal, continuent de dire que les remèdes de cheval ne sont pas justifiés.

Car mal il y a, et les responsables politiques qui refusent encore de le reconnaître se comptent maintenant sur les doigts d'une main. « Notre forêt est malade, très malade. L'inquiétant, c'est la rapidité avec laquelle le mal progresse. Tous les spécialistes tombent d'accord pour dire que la cause principale, c'est la pollution. Ceux qui en doutent sont de mauvaise foi, ou totalement obtus, ou alors ils refusent de voir la réalité parce qu'elle va à l'encontre de leurs intérêts personnels » a déclaré le Conseiller fédéral Alphons Egli à l'ouverture de la session parlementaire extraordinaire consacrée à ce problème début février. Celui que ses adversaires (et bon nombre de ses amis) ont surnommé E.T. a connu cet hiver son heure de gloire. Alors que, il y a quelques mois encore, on l'accusait d'être un faible, manipulé par les responsables « écolos » des Offices fédéraux de la forêt et de la protection de l'Environnement, il passe presque dans certains milieux pour un visionnaire, le seul conseiller fédéral qui ait vraiment voulu limiter la vitesse à 100 km/h sur les autoroutes. Or, cette limitation, ce sont maintenant les Chambres elles-mêmes qui la demandent au Conseil fédéral et il devra bien finir par s'exécuter.

GROGNE AU SALON DE L'AUTO

Et les Chambres sont allées bien plus loin. Elles ont, certes, écarté toute une série de mesures extrêmes comme le « gel » de la construction des routes nationales, les dimanches sans voitures ou les abonnements CFF distribués gratuitement à tous les citoyens et toutes les citoyennes du pays, mais elles ont approuvé toute une série de mesures qui étaient impensables il y a encore quelques mois : toutes les voitures neuves devront satisfaire aux normes anti-pollution américaines dès le 1^{er} octobre 1987, ce qui signifie qu'elles devront être équipées d'un catalyseur. Un contrôle annuel des gaz d'échappement sera obligatoire dès l'année prochaine et il touchera aussi les véhicules diesel. Le mazout devra être plus « propre » dès 1987, etc.

Toutes ces mesures, annoncées pendant ou juste avant l'ouverture du Salon de l'Auto de Genève, ont rendu les constructeurs très nerveux. Les normes suisses vont servir de test à l'Europe entière et certains constructeurs, qui se sont adaptés depuis longtemps aux normes américaines sur le marché américain, sont venus à Genève jurer qu'ils n'y parviendraient jamais sur le marché européen... Sans convaincre d'ailleurs les députés suisses qui se sont félicités de ne pas avoir d'industrie automobile chez eux !

LES VACANCES ? PAS QUESTION !

Sage peuple suisse ! Prêt à sacrifier une part de son confort pour sauver son environnement, prêt — et c'est encore plus surprenant — à se refuser un cadeau offert pourtant sur un plateau : une cinquième semaine de vacances. C'est en effet à une écrasante majorité (65 % des voix et tous les cantons sauf le Tessin et le Jura) que le peuple a rejeté l'initiative syndicale qui aurait accordé une cinquième semaine de vacances aux plus de 40 ans et aux moins de 20 ans. Un « non » clair et sans appel alors que cette semaine supplémentaire aurait été une charge (0,5 %) tout à fait supportable pour l'économie. Alors, méfiance viscérale à l'égard des syndicats, crainte du chômage chez les moins jeunes, justement, ceux qui en auraient bénéficié et qui craignent que les patrons hésitent à engager des employés qui coûtent plus cher ? Une chose est certaine : la gifle est cinglante pour les syndicats qui ne doivent plus beaucoup croire au succès de leurs autres projets (la semaine de 40 heures ou une meilleure protection contre les licenciements). La Suisse est, plus que jamais, à l'heure américaine, Reaganienne.

En faut-il une preuve ? Le débat qui a eu lieu début mars au Conseil National sur l'Unesco en est une. Plus réaganien que Ronald Reagan, ces députés qui menacent très fort de claquer la porte de l'Unesco si l'Organisation internationale ne met pas très vite de l'ordre dans ses finances, et surtout dans ses programmes. Si elle ne cesse pas de narguer l'Occident pour s'attaquer aux vrais problèmes qui sont l'alphanétisation et la sauvegarde du patrimoine culturel mondial. Le Chef du Département des Affaires étrangères, M. Pierre Aubert, défend habilement l'institution, mais il n'obtint qu'un sursis : si d'autres pays occidentaux quittent l'Unesco à la suite des Américains d'ici à novembre prochain, la Suisse sera alors forcée de « reconsiderer sa participation ». Un débat très vif, qui, par les passions qu'il a soulevées au sein du Parlement, n'a pas rassuré les partisans de l'entrée de la Suisse aux Nations-Unies.